



Ville de *TOURVES*

83170

TOURVES

SERVICE URBANISME

DOSSIER : N° DP 083 140 26 00079

Déposé le : **20/07/2026**

Dépôt affiché le :

Complété le : **31/08/2026**

Demandeur : **Monsieur CABRERA PATRICE**

Demeurant : **52 Bis, CHEMIN DE LA BEDOULE ,13240**

SEPTEMES LES VALLONS

Nature des travaux : **Clôture : Grillage sur mur bahut**

Sur un terrain sis à : **432 CHEMIN DES FLOUNS à**

TOURVES (83170)

Cadastré : **A 2888**

Superficie : **376m²**

Destination : **HABITATION**

ARRÊTÉ 101/2026 **de non-opposition à une Déclaration Préalable**

Le Maire de la commune de TOURVES,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 24/02/2022, mise à jour le 13/02/2023, son abrogation partielle approuvée le 28/01/2025 et la modification simplifiée n°1 approuvée le 08/07/2025, et la situation du projet en zone Uca,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 019/2026 en date du 20/03/2026 relative à l'élection de M. CONSTANS Jean-Michel, Maire de la commune,

VU la délibération du Conseil Municipal n°065/2017 en date du 21/09/2017, instituant la taxe d'aménagement au taux de 5% sur l'ensemble du territoire communal,

VU l'arrêté municipal en date du 21/03/2022, accordant le permis d'aménager n° 083 140 21 00003 à la SAS URBAN FONCIER représentée par Monsieur MEIGNAN Erwan, pour la création d'un lotissement de 10 lots « la Résidence des Flouns »

VU l'arrêté municipal en date du 23/07/2024, accordant le permis d'aménager modificatif n°083 140 21 00003M01 à la SAS URBAN FONCIER représentée par Monsieur MEIGNAN Erwan, portant sur la modification de l'emplacement de borne incendie et du réseau des eaux usées et des entrées du lotissement des lots 1 et 5.

VU l'arrêté municipal en date du 25/02/2025, accordant le permis d'aménager modificatif n°083 140 21 00003M02 à la SAS URBAN FONCIER représentée par Monsieur MEIGNAN Erwan portant sur la modification de la surface des lots 4,5,6,9 et 10 de la surface des espaces verts et de la voirie de l'emplacement des accès aux lots et de la DECI

VU la Conformité en date du 05/09/2025

VU l'arrêté municipal en date du 17/09/2025 accordant le permis de construire n°0831402500018 à M. CABRERA Patrice pour la construction d'une villa de plain-pied de 98m² de SP sur le lot 5 du lotissement « la résidence des Flouns »

VU la Déclaration d'Ouverture de Chantier en date du 21/11/2025

VU la demande de Déclaration préalable présentée le 20/07/2026 par Monsieur CABRERA PATRICE,



ARRÊTE**Article 1**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée sous réserve du respect des prescriptions mentionnées ci-dessous.

Article 2

Le mur bahut devra être obligatoirement enduit sur ses deux faces ou être réalisé en pierres sèches.

Article 3

Le portail, implanté en limite de voie du lotissement, devra être retiré.

TOURVES, le 24/09/2026

Le Maire,

Jean-Michel CONSTANS



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.



INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification, il peut faire la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon (5, rue Racine – CS 40510 – 83041 TOULON CEDEX 9) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification ou publication ; elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tourves. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet). Enfin, le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Durée de validité de l'autorisation :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

« Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans le mois à partir de la notification de cette décision. Le recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage, en vertu de l'article R.421-5 du Code de la justice Administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.